



LA DIRECTION DEMANDE DE L'ARGENT À LA CAISSE D'ASSURANCE MALADIE

Tous les ans, la direction consulte les élus du CSE sur le dossier qu'elle monte pour demander une ristourne d'argent à la sécu : la « Ristourne CRAM ». L'année dernière elle a obtenu 60 000 euros pour avoir, soi-disant, amélioré la sécurité et les conditions de trajet au travail des salariés de Flins.

Voici la déclaration que nous avons faite à la réunion du CSE :

« Concernant les accidents de trajet, de travail et les maladies professionnelles : Depuis des années vous supprimez des points de montées des bus. Cette année vous avez supprimé des lignes entières et vous faites peser des menaces sur les lignes restantes.

Vous contraignez les salariés à prendre leur véhicule personnel. Vous augmentez les risques d'accident et le coût de transport.

La baisse des accidents de trajet en 2020 et 2021 n'est pas liée à une quelconque amélioration de votre part, mais au confinement, au chômage et à la baisse des effectifs.

Quant à la prévention des accidents du travail et aux maladies professionnelles, le simple fait que quatre médecins du travail aient démissionné et qu'il n'y ait aucun médecin sur le site depuis des mois, démontrent bien que la direction n'en a que faire de la santé des salariés.

Concernant les conditions de travail : La suppression d'une équipe et le maintien permanent des travailleurs en horaires du matin les épuisent. Cela met en danger leur santé et leur sécurité.

Il y a eu deux incendies dans l'usine et aucune alarme ne s'est déclenchée.

Les pressions à l'encontre des salariés se sont tellement aggravées qu'il faut attendre plus de trois mois pour avoir un rendez-vous avec la psychologue.

Les passages à l'infirmerie se multiplient etc, etc...

Le dossier Ristourne CRAM ne reflète en rien la réalité : un exemple parmi d'autres : vous vantez les salles de pauses mais leur état de vétusté et leur délabrement font que, malgré les efforts des travailleurs du ménage, ces salles restent dans un état déplorable.

Conclusion : *Il est choquant qu'une entreprise comme Renault, dont les dirigeants sont payés à coups de millions d'euros et qui touche par ailleurs des millions d'euros de subventions publiques, demande à bénéficier d'une « ristourne » de la part de la sécurité sociale pour des travaux, somme toute, courants.*

Ces sommes ne serviront à aucune amélioration pour les travailleurs du site.

C'est pourquoi nous votons contre la demande de ristourne 2021.»

Votes : CGT : contre, CFE-CGC : abstention, CFDT et FO : pour, UNSA : absent.

ELLE DIT SE SOUCIER DE NOTRE SANTÉ

En pleine canicule, la direction vient, à nouveau, de rendre obligatoire le port du masque dans l'usine. Elle dit vouloir préserver notre santé !

Pourtant cela fait des semaines qu'il n'y a ni gel hydroalcoolique, ni désinfectant à notre disposition.

Si la direction se souciait réellement de notre santé :

- Elle devrait commencer par embaucher du monde afin qu'on ne se retrouve pas en sous effectif comme cela se passe en permanence depuis pas mal de temps.
- Elle réduirait notre charge de travail et arrêterait de nous faire courir dans tous les sens.

Ce qui l'inquiète surtout, c'est qu'il n'y ait pas trop d'absents afin que la production soit faite en temps et en heure. Alors notre santé, à nous de nous en préoccuper !!!

À QUI LA FAUTE ?

Le manque d'effectif est un problème général dans toute l'usine.

Épuisés, les travailleurs ont de plus en plus de mal à tenir les postes.

À cela s'ajoutent le manque de moyens et les pressions de la direction.

Chaque jour, il manque des travailleurs dans les UET, parfois une dizaine, voire plus dans une seule !

Avec des postes surchargés, des congés refusés et des pauses non payées, il ne faut pas que la direction s'étonne des conséquences de sa politique.

L'ARGENT PUBLIC AU SECTEUR PUBLIC ET NON AU SECTEUR PRIVÉ

Tous les ans, la direction de Renault publie le montant des aides qu'elle reçoit venant des organismes publics, des conseils régionaux, départementaux.

Et tous les ans, ce sont 220 millions d'euros que Renault obtient sans même avoir à lever le petit doigt.

Au moins si cet argent servait à améliorer nos conditions de travail, à embaucher ! Non, il va directement dans les poches des grands actionnaires.

Il manque de l'argent dans tous les services publics, dans les hôpitaux comme celui de Poissy dont les urgences ferment la nuit faute de moyens.

Cela n'empêche pas le gouvernement et les différents responsables des conseils régionaux départementaux et autres de verser des millions d'euros à des entreprises privées pourtant déjà très riches.

Toutes ces aides, ces subventions sont faites avec l'argent de nos impôts qui vient de notre travail. L'argent public doit servir aux services publics.